COMMUNIQUÉ DE PRESSE
LUNDI 6 OCTOBRE 2025

Le Parti socialiste

DÉCLARATION DU BUREAU NATIONAL DU PARTI SOCIALISTE À LA SUITE DE LA DÉMISSION DE SÉBASTIEN LECORNU

Le Parti socialiste, réuni en bureau national exceptionnel, mesure la gravité de la crise politique dans laquelle le Président de la République plonge les Françaises et les Français depuis de nombreux mois et qui s'est brutalement accélérée depuis ce matin avec la démission de Sébastien Lecornu, nommé Premier ministre il y a 27 jours seulement.

Cette situation intervient dans un moment de conflits en Europe et dans le monde.
Le socle commun a implosé, noyé dans ses propres contradictions. Les macronistes sont les seuls responsables du chaos avec les Républicains qui ont finalement refusé de participer au gouvernement pour des raisons opportunistes.

Aujourd'hui trois solutions s'offrent au chef de l'Etat : la démission, la dissolution, ou la nomination d'un ou d'une Premier.e ministre issu.e de la gauche et des écologistes.

La démocratie doit être respectée, priorité doit être donnée à la gauche et aux écologistes pour gouverner et proposer une alternative politique forte, plaçant au cœur du débat public des mesures de justice sociale et fiscale, d'augmentation du pouvoir d'achat, de relance et d'investissement dans la transition écologique, de souveraineté budgétaire, qui sont des aspirations majoritaires dans notre pays. Les députés élus grâce au front républicain en portent la responsabilité.

Nous demandons la nomination d'un ou d'une Premier.e ministre issu.e de la gauche et des écologistes, ouvert.e aux compromis, s'engageant à ne pas utiliser le 49.3 et nous continuerons de porter dans le débat qui s'ouvrira des mesures fortes telles que la taxation des ultras-riches et le nécessaire débat sur la réforme des retraites qui doit être mené au Parlement.

Au moment où nous en sommes, nous n'appelons ni à la dissolution, ni au départ du chef de l'Etat mais à une solution qui permette aux Françaises et aux Français d'être respecté.es, de vivre mieux demain et de ne pas payer la facture de cette crise.

Si le Président de la République fait le choix de la dissolution, nous serons prêts. Dans tous les cas, nous proposerons un projet politique commun porteur d'espoir et crédible pour gouverner la France et ferons tout pour éviter l'accession de l'extrême droite au pouvoir qui représente un danger pour la France et les travailleurs et travailleuses.

Nous rencontrerons aujourd'hui nos partenaires politiques de gauche et des écologistes, de Place Publique au Parti Communiste, qui partagent avec nous la même volonté de gouverner et agir, pour trouver l'issue à cette crise politique.